

Vice-Président :
Directeur Général des Services :
Directeur Général Adjoint :

Bordeaux le, 28 JAN. 2010

Affaire suivie par : Didier DAREYS
Poste : 05 57 57 86 10
E-mail : didier.dareys@aquitaine.fr

Madame Christine LAGARDE

Ministre de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi
139 rue de Bercy

75012 PARIS

Madame la Ministre,

Nous sommes maintes fois entretenus du dossier de la reprise des activités de FORD AQUITAINE INDUSTRIE et de leur reconversion par la holding HZ FRANCE. Les collectivités locales aquitaines se sont fortement investies. L'Etat, que vous avez représenté tout au long des négociations, a pris des engagements clairs de conduire ce projet vers une issue favorable.

Aujourd'hui, avec l'ensemble des collectivités aquitaines et les organisations syndicales, nous ne pouvons que constater que l'état d'avancement du dossier ne correspond pas au prévisionnel que nous avait présenté la société HZ il y a bientôt un an :

- des premiers investissements d'adaptation de l'outil industriel devaient être réalisés en 2009 : aucun n'a été effectué,
- les premiers projets devaient démarrer à la fin de l'année 2009 : aucun n'a reçu le moindre début de réalisation,
- le projet ATLAS n'est à ce jour pas engagé, étant toujours en recherche de financements bancaires,
- les marchés annoncés tardent à se concrétiser, certains sont annulés...

Le plan présenté était global. Le soutien de FORD assurait le plan de charge nécessaire pendant la mise en place des nouvelles productions. L'absence de concrétisation de celles-ci menace de faire s'effondrer ce montage industriel.

Depuis un an maintenant que la reprise a été annoncée et concrétisée, l'inquiétude des salariés et des élus s'accroît. Placés au premier plan par leur emploi, les salariés voient s'acheminer sûrement des périodes de chômage technique et craignent qu'elles préfigurent des plans sociaux. 2010 est la dernière année des engagements de commandes de FORD. Les annonces encourageantes d'installations d'entreprises comme FIRST SOLAR ne doivent en aucun cas servir d'écran commode pour atténuer l'effet désastreux qu'aurait la déconfiture de la reprise et la perte des emplois qui en serait la conséquence.

L'Etat s'est engagé. Un échec de la reprise signifierait l'échec du Gouvernement. Et ce au moment où il multiplie les déclarations pour donner à la France une politique industrielle et où il organise à grands renforts de communication des Etats généraux de l'industrie. Ces effets d'affichage ne sauraient masquer une incapacité à influencer réellement sur les décisions des investisseurs industriels.

Les banques ont été fortement soutenues et le Président de la République s'est engagé personnellement à ce qu'en contrepartie, elles augmentent les crédits aux entreprises. Les chiffres publiés par le secteur bancaire montrent que cette parole est restée lettre morte.

Il nous apparaît primordial qu'une décision intervienne pour qu'enfin FIRST AQUITAINE INDUSTRIE puisse bénéficier des crédits bancaires lui permettant d'engager ses investissements. Le Médiateur du crédit a été mandaté, des études ont été diligentées : rien n'en est sorti. Il y a urgence dans la mesure où les marchés visés, comme celui de l'éolien, ne resteront pas sans fournisseurs. D'autres projets concurrents verront vite le jour, il s'en murmure déjà pour le pays d'origine du projet des couronnes d'éoliennes.


Nous vous serions reconnaissants de nous apporter les travaux de votre entourage qui manquent pour que notre connaissance du dossier soit entière et, si possible, que nous soyons rassurés sur la valeur de la parole du Gouvernement et du parrainage que vous avez apporté à ce projet.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de nos respectueux sentiments.

Le Président de la Communauté Urbaine de
Bordeaux


Vincent FELTESSE

Le Président du Conseil régional d'Aquitaine


Alain ROUSSET